

Urban History Review

Mathieu Lapointe. *Nettoyer Montréal : Les campagnes de moralité publique, 1940-1954*. Québec : Septentrion, 2014, 395 p.

Mathieu Noël

Environmental Nuisances and Political
Contestation in Canadian Cities
Volume 44, numéro 1-2, fall 2015, spring 2016

URI : id.erudit.org/iderudit/1037241ar

DOI : [10.7202/1037241ar](https://doi.org/10.7202/1037241ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN 0703-0428 (imprimé)
1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Noël, M. (2015). Mathieu Lapointe. *Nettoyer Montréal : Les campagnes de moralité publique, 1940-1954*. Québec : Septentrion, 2014, 395 p.. *Urban History Review*, 44(1-2), 79–80. doi:10.7202/1037241ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue
d'histoire urbaine, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

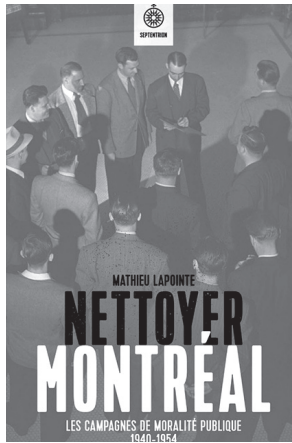
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

analysis of the importance of local, regional, and institutional culture might have added additional layers of complexity, this monograph is nevertheless a key resource for scholars in a variety of areas.

Roberta Lexier
Department of General Education, Mount Royal University

Mathieu Lapointe. *Nettoyer Montréal: Les campagnes de moralité publique, 1940-1954*. Québec: Septentrion, 2014, 395 p.

Les campagnes de moralité publique à Montréal dans les années 1940 et 1950, et surtout tout ce qui entoure ces campagnes (vice, corruption, collusion, crime organisé, influence de la pègre, etc.) constituent une histoire qui fascine les Québécois depuis longtemps. Elle a servi de trame de fond à des romans et des pièces de théâtre, elle a fait l'objet d'expositions muséales et elle a inspiré bon nombre de films et de téléromans. Pensons entre autres à *Montréal, ville ouverte* de Lise Payette en 1992 et à *Montréal, P.Q.* de Victor-Lévy Beaulieu, en ondes à Radio-Canada de 1991 à 1994. Les universitaires se sont eux aussi intéressés à cette période. C'est le cas notamment du criminologue Jean-Paul Brodeur, pionnier dans l'étude des commissions d'enquête au Québec. Par contre, les campagnes de moralité publique de 1940-1954 n'avaient encore jusqu'ici jamais vraiment fait l'objet d'une étude historique approfondie. C'est cette lacune que tente de corriger l'historien Mathieu Lapointe avec cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat.



Lapointe inscrit son livre en histoire des idéologies québécoises et en histoire politique de Montréal et du Québec. Son objectif est d'abord de reconstituer la trame des événements et des mobilisations qui ont jalonné l'émergence et l'évolution du mouvement derrière les campagnes de moralité publique. Il porte une attention particulière à deux mouvements moralistes de cette période, soit la Ligue de vigilance sociale et le Comité de moralité publique. Ensuite, il propose une analyse qualitative des discours moralistes et des contre-discours qui leur étaient opposés. Les sources de l'auteur sont des brochures, des articles de journaux et des documents d'archives provenant de divers fonds, dont le fonds du Comité de moralité publique (BANQ-Montréal) et le fonds de la commission d'enquête Caron (Archives de la Ville de Montréal).

Dans un premier temps, l'auteur nous fait prendre conscience que l'enquête Caron (1950-1953) et l'élection de Jean Drapeau à la mairie de Montréal en 1954 ne sont que l'aboutissement

d'une longue lutte qui remonte au début de la Deuxième Guerre mondiale. Les bouleversements de la guerre et les nouveautés culturelles de l'époque (pin-up, magazines, *sex films*, le burlesque) provoquent des angoisses et marquent le retour des discours et des agitations sur la moralité. Plusieurs des moralistes sont alors issus des milieux nationalistes canadiens-français. Ceux-ci s'inquiètent de la transmission des valeurs et de la « survivance » nationale. Par contre, les moralistes ne sont pas tous de cette mouvance. D'ailleurs, le premier groupement moraliste, la Ligue de vigilance sociale, est une coalition bilingue et multiconfessionnelle.

Lapointe montre que rapidement, les discours moralistes causent des remous dans les rues de Montréal. Par exemple, une émeute éclate le 11 février 1942 et elle se conclut par le saccage d'une maison de prostitution. Certains groupes de jeunes, dont les Jeunes Laurentiens, appuient la campagne de moralité publique. L'armée canadienne aussi passe à l'action en 1943. Inquiète de la prolifération des maladies vénériennes au sein des troupes, elle exige la fermeture des *Red Lights* de Montréal et de Québec. Les revendications de l'armée remportent un certain succès et elle réussit à faire fermer certains établissements jugés immoraux. Toutefois, la lutte de la Ligue de vigilance sociale et d'autres groupes de citoyens pour la tenue d'une véritable enquête publique sur la tolérance policière à l'égard des maisons de prostitution, de jeu et de pari demeure sans succès. Les pressions populaires et les allégations du journal *Le Moraliste* (un journal près de l'Union nationale) contribuent à la mise sur pied en 1944 de l'enquête Cannon, qui porte sur l'action de la police provinciale à Montréal. Cependant, cette commission se révèle être contrôlée par les libéraux, qui l'utilisent pour retourner les soupçons de scandales contre l'Union nationale. Les efforts pour obtenir une enquête sur la tolérance policière du « vice commercialisé » à Montréal sont donc encore une fois frustrés.

La deuxième partie de l'ouvrage de Lapointe s'amorce avec les dénonciations de l'ancien directeur adjoint de la police Pacifique « Pax » Plante. Du 28 novembre 1949 au 18 février 1950, Plante fait paraître plus de soixante textes dans *Le Devoir* pour dénoncer la corruption à Montréal. Lapointe montre à quel point Plante donne un nouveau souffle et de la crédibilité à la campagne de moralité publique. Plante et d'autres moralisateurs, dont Jean Drapeau et J.-Z.-Léon Patenaude, se réunissent pour former le Comité de moralité publique, qui vise à révéler au public le système de tolérance en place et à récolter des fonds pour tenir une enquête publique. Lapointe explique que le Comité de moralité publique ne mène pas seulement une croisade de régulation morale. Les dénonciations portent sur la moralité en public, mais aussi sur la moralité des gouvernants, plus précisément leur intégrité et leur application à faire respecter les lois. Le Comité de moralité publique s'aperçoit alors que le deuxième aspect est plus porteur dans la population et décide d'axer l'enquête Caron sur cette question. Le chapitre 7 est consacré à l'enquête présidée par le juge François Caron. Ce dernier conclut à la présence d'un système de tolérance

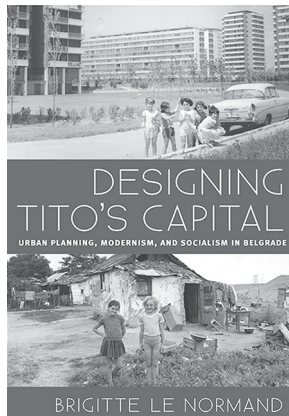
policrière de la prostitution et du jeu tel que l'avait décrit Plante. Le rapport Caron ne met pas fin à la corruption, mais ébranle considérablement l'administration montréalaise. De plus, en étant rendu public trois semaines avant les élections municipales de 1954, il aurait contribué à l'élection de Jean Drapeau à la mairie de Montréal.

L'ouvrage de Lapointe vient combler un vide historiographique et représente un apport notable à l'histoire des idéologies et à l'histoire politique de Montréal. Tout au long de son étude, Lapointe effectue d'efficaces remises en contexte pour situer les campagnes de moralité publique non seulement dans le contexte québécois, mais aussi dans le contexte nord-américain. Les moralistes montréalais considèrent parfois la culture américaine comme un danger moral, mais en même temps, les États-Unis représentent pour eux un exemple à suivre dans la lutte aux problèmes moraux. Il s'agit d'un point fort intéressant que l'auteur réussit à bien cerner. Soulignons enfin que l'ouvrage est admirablement bien illustré à l'aide de photographies d'époque.

Mathieu Noël
Historien

Brigitte Le Normand. *Designing Tito's Capital: Urban Planning, Modernism, and Socialism in Belgrade.* Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2014, 320 pp.

L'ouvrage de Brigitte Le Normand découle de sa thèse de doctorat et porte sur l'histoire de l'aménagement urbain moderniste de Belgrade, capitale de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (1945-1992). L'investigation couvre la période de la fin des années 1940, quand le modernisme s'est cristallisé comme une idéologie dominante de l'aménagement urbain, jusqu'en 1972, lorsque le nouveau plan directeur de la ville (*master plan*) a été adopté. Celui-ci a été basé sur des calculs informatiques et ne suivait plus les prescriptions modernistes qui dominaient la pensée des planificateurs dans les années 1950 et 1960.



Depuis quelques générations, les idéaux et les produits de l'aménagement urbain inspirés par la Charte d'Athènes ont fait l'objet d'études et de critiques de plusieurs chercheurs. Les travaux de J. Jacobs (1961), J. Holston (1989) et J. C. Scott (1998) ont démontré que les espaces créés selon les préceptes de Le Corbusier avaient produit un effet déshumanisant sur leurs habitants. En cherchant à améliorer la circulation et obtenir une meilleure fonctionnalité des espaces publics, le fonctionnalisme moderniste a détruit l'interaction naturelle entre les habitants.

De plus, les villes postcoloniales comme Brasília ou Chandigarh sont devenues des espaces d'exclusion, car seules les élites ont eu accès aux quartiers et bâtiments planifiés, laissant les gens moins privilégiés vivre à l'extérieur de ceux-ci. Le cas de Belgrade est particulièrement révélateur, car la Yougoslavie, en tête du Mouvement des non-alignés depuis 1953, se déclarait hors des camps soviétique et occidental. Cette situation eut un impact non seulement sur sa politique et son économie, mais aussi sur les idées et les pratiques de ses planificateurs. En indiquant au début de son ouvrage que les pays non-occidentaux ont été attirés par le modernisme pour des raisons bien différentes que leurs homologues en Occident (p. 11), Le Normand démontre que, dans le cas de Belgrade, le fonctionnalisme moderniste n'a pas été abandonné parce qu'il produisait des quartiers invivables, mais surtout parce qu'il a graduellement perdu le soutien des dirigeants et des planificateurs municipaux. Voilà pourquoi ce livre, qui affirme que l'implantation de la Charte d'Athènes n'a pas eu de traits universels, ajoute un cas fort original à l'historiographie de l'aménagement urbain moderniste, et ce dans un contexte global. Dans le cas de Belgrade, son (in)succès ne dépendait pas que de qualités et de défauts du modernisme tel quel, mais surtout de la fluctuation des stratégies économiques et sociales de l'État qui le mettait en pratique.

Les chapitres 1 à 4 portent sur la conception du premier plan directeur de Belgrade et explorent comment ses auteurs se sont appropriés et ont mis en œuvre la planification fonctionnaliste moderniste. Selon l'auteure, la Charte d'Athènes s'est avérée être un modèle parfaitement adaptable (p. 102). Conçue comme l'instrument d'une autorité centrale forte, elle pouvait traduire un ordre social décentralisé et organisé en communautés résidentielles. Malheureusement, la concrétisation du nouveau plan dut attendre jusqu'à la fin des années 1950. Les particularités de la planification économique de la Yougoslavie firent en sorte que le gouvernement avait d'autres priorités que l'aménagement de sa capitale. Enfin, lors de sa construction, la Nouvelle Belgrade (le territoire sur la rive gauche du fleuve Sava adjacent à la vieille ville et au cœur du nouveau plan directeur) est devenu davantage un quartier modèle, avec des standards de vie élevés, qu'un morceau du territoire symbolique monumental. Ensuite, lorsque, dans les années 1960, l'État yougoslave a adopté le socialisme de marché comme nouvelle stratégie de modernisation, le concept de Nouvelle Belgrade s'est transformé, passant d'un paradis égalitaire des travailleurs à un paradis de consommation.

Les chapitres 5 à 7 traitent des diverses raisons de la désaffection de la Charte d'Athènes comme modèle de planification urbaine. En fait, les individus ont commencé à construire des habitations de manière illégale parce qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'acheter un logement construit par la ville. L'Institut d'urbanisme a à la fois reconnu et essayé d'ignorer l'impact des constructions informelles jusqu'à ce qu'il décide de coopérer avec les constructeurs au milieu des années 1960 afin de développer des parcelles d'habitation sur les bords de la ville. Par